

# LES SONDAGES ÉLECTORAUX, NÉCESSAIRES AU BON FONCTIONNEMENT DE LA DÉMOCRATIE... MAIS NON SUFFISANTS

Marc BOURDEAU<sup>1</sup>

« *OK Doug, but you keep an ear to the ground.* »

Le *Vice President USA*, Francis (Frank) L. Underwood à son *Chief of Staff*.<sup>2</sup>

## Résumé

Depuis quelques mois, surtout à la suite des élections américaines 2016, en fait depuis toujours, les sondages sont vus par certains comme invariablement faux, ne servent qu'à manipuler l'opinion publique. En réalité, loin d'être nuisibles à la démocratie, ils sont, quand ils sont honnêtes, un outil nécessaire à la bonne marche de la démocratie, quoique, bien sûr, non suffisants. Les enseignants de la statistique à qui cet essai s'adresse avant tout, peuvent en tirer quelque capsules statistiques (en fait statistico-sociales) pour leurs étudiants. Les étudiants sont à l'aube de leur vie citoyenne et raffolent qu'on les éclaire sur cette question épineuse.

## Sondages et démocratie

Pourquoi des sondages d'opinion/électorales ? À quoi servent-ils ? Ne devrait-on pas les interdire ? Ce sont ces questions fondamentales qui se posent depuis toujours à la communauté impliquée dans la politique active, tant au niveau des acteurs que des observateurs, C'est le **sujet récurrent depuis les tout débuts** de l'utilisation moderne des sondages d'opinions.

1

<sup>1</sup> Professeur associé, École Polytechnique de Montréal, QC, Canada. [Louis.Marc.Bourdeau@Gmail.com](mailto:Louis.Marc.Bourdeau@Gmail.com).

<sup>2</sup> Dans la série *House of Cards*, Saison 2, 21<sup>e</sup> épisode (2014) où il n'est encore que *Vice-President*, Kevin Spacey joue le rôle du futur Président des USA, Francis (Frank) L. Underwood, son *Chief of Staff* (Directeur de cabinet) Douglas (Doug) Stamper est joué par Michael Kelly.

Après le Brexit, les élections américaines de 2016, après les primaires françaises 2016, après bien d'autres soi-disant 'surprises' qui semblent mettre en défaut les sondeurs, on s'interroge un peu partout sur leur utilité. s

Les sceptiques ont le vent dans les voiles. En réalité, ce qui peut être insupportable pour beaucoup, c'est que les sondages semblent être en contradiction avec le libre arbitre des citoyens : on nous annonce plus ou moins à l'avance, quand les écarts sont importants entre les partis, que 'untel' sera vainqueur, par une avance de tant de points de pourcentage : la précision est souvent magique, bien plus que ce que les marges d'erreur théoriques laissent anticiper. À quoi bon voter ? Quand les écarts sont petits, les sondeurs sont prudents, 'les sondages sont dans la marge d'erreur' qu'on nous dit... ce dont on se souvient moins, mais la précision reste magique ! Ce qui est moins précis, c'est les nombres des représentants élus de chaque parti. Les prédictions des sondeurs étant souvent quasi magiques, au moins pour les pourcentages recueillis par chaque parti, on se retrouve comme en théorie des gaz parfaits : l'ensemble a un comportement prévisible, souvent avec grande précision, mais les 'molécules' individuelles restent libres... Allez comprendre ! N'est-ce pas répugnant ?

Plutôt que de se fier aux conversations de comptoir, au courrier reçu des électeurs, aux groupes de pression — qui agitent constamment ...des sondages ! —, ne vaut-il pas mieux pour les hommes politiques et la population d'avoir une prise directe et générale sur l'*opinion*, ce qui peut donner également confiance à la population pour ses dirigeants, dans ce qui est énoncé et proposé, une fois la discussion menée et réglée sur la base des sondages (et des élections) ?

## L'origine des sondages électoraux

George Horace Gallup [1901-1984] a fondé en 1935 son institut *The American Institute of Public Opinion (Gallup poll)* pour établir la pratique scientifique des sondages électoraux. Le premier grand succès de ses méthodes : prévoir correctement l'élection de F. D. Roosevelt en 1936, contre les pseudo-sondages qui s'appuyaient sur de très grands échantillons, sans une technologie statistique adéquate, qui donnaient son adversaire vainqueur. Il a décrit la philosophie de sa démarche (Gallup et Rae, 1940), dans un livre qui a aussitôt engendré la controverse.

Il s'agissait pour lui de retrouver l'idée du suffrage direct utilisé par les pionniers américains souvent inspirés par la religion, où toute question d'intérêt général était traitée communautairement dans des assemblées de village. Le vote direct pour les questions engageant toute une colonie, ou les colonies dans leur ensemble (les futurs États) est rapidement devenu impraticable, vu la géographie et la taille des populations. La voix commune devenait inaudible. Gallup a voulu redonner une voix aux muets, et faire le lien entre la population et ses gouvernants. Un appel au vote direct émerge même à nouveau avec Internet. Ne pourrait-on pas faire voter toute la population, enfin tous ceux qui le désireraient, sur *toute* question d'intérêt général ? L'internet n'est-il pas, comme le veut une certaine opinion, un espace de délibération très démocratique ?

Démocratie directe et démocratie représentative, populisme et élitisme s'opposent donc. Lindsey Rogers [1908-1970] et les défenseurs des secondes ont rapidement pris une parole très organisée. Rogers (1949) et les autres (e.g. Walter Lippmann, 1955) argumentèrent que la totalité forme plus que la somme de ses parties ; que le bien public ne se réduit pas à la somme de biens individuels, ou, plus précisément, à la vision qu'en ont la collection des

individus que cela concerne, bien atomisés aujourd'hui (Postman, 1985 ; traduction française 2011) ; et que le vote direct ne pourrait que donner le pouvoir à des ignorants, à des groupes de pression sachant manipuler l'opinion publique, à des démagogues. Qui a le temps en effet d'examiner les tenants et aboutissants des grandes questions d'intérêt public ? Ne vaut-il pas mieux déléguer les décisions à des représentants qui réfléchissent à plein temps en ayant le bien public bien en vue ? La démocratie consistant alors en ce pouvoir d'en changer librement ...aux quatre ou cinq ans quand ils ne font plus l'affaire. La controverse n'a pas faibli et Internet lui a insufflé une vigueur nouvelle. Il s'agit là de l'opposition entre populisme et élitisme. On pourrait développer longuement des réponses à ces questions. Contentons-nous de quelques éléments de politique élémentaire, sur les qualités qu'on doit attendre d'un bon politique.

### Bonne marche de la démocratie et sondages

Sous réserve d'une confiance suffisante de la population envers ses institutions, ne devrait-on pas observer chez le politique authentique une sorte de subtil tango entre sa volonté politique et celle de son groupe aspirant au pouvoir, en conversation électorale, avec l'opinion publique *dans son ensemble* et les partis concurrents, sur les politiques gouvernementales qu'il prévoit mettre en œuvre ? Il s'agirait pour le politique authentique de vouloir prendre ou garder le pouvoir tout en respectant et en orientant l'opinion publique dans son ensemble. La capacité de rejoindre (émotivement) l'ensemble de la population semble bien une condition nécessaire pour faire un bon politique. Cette condition, si toutefois elle semble nécessaire, n'est pas suffisante. Les démagogues ont souvent cette qualité au superlatif. Des égos massifs survenant dans des périodes troublées, l'histoire du XX<sup>e</sup> siècle nous en a présentés beaucoup trop ! Quant à la place des sondages dans la vie publique, citons ici ce maître-danseur de la politique française :

« Mais ...madame ...les sondages m'intéressent, je suis responsable politique et l'état de l'opinion, ...sont forcément l'un des éléments de ma réflexion, mais ...je ne veux pas paraître jouer au paradoxe ...je ne m'attarde pas à cela. » (François Mitterrand en entrevue, décembre 1984.)<sup>3</sup>

Bien dit, mais l'exemple des présidentielles française en 2002 est vraiment éclairant pour qui douterait de la nécessité des sondages pour la santé démocratique de nos sociétés développées. Allez, je ne résiste pas, vous pourriez d'abord écouter [Sondologie](#), le billet d'humour très fin de Jean-Louis Ézine à Culture-Matin quelque part en mai 2002 — il me manque celui-là —, après le deuxième tour des présidentielles françaises de 2002, où l'affrontement Chirac/Jean-Marie Le Pen<sup>4</sup> s'est terminé par une victoire sans péril et un triomphe sans gloire du premier.

3

<sup>3</sup> Rappelé lors de l'émission du matin de France-culture, L'invité des matins (2<sup>ème</sup> partie), le 26 octobre 2016 : «Fonction présidentielle : François Mitterrand est-il un modèle ?» (vers la 15<sup>ème</sup> minute) Toute la suavité politique de Mitterrand, grand maître du langage, dans les points de suspension !

<sup>4</sup> Chirac était le candidat du RPR, le Rassemblement Pour la République, droite modérée ; et Jean-Marie Le Pen le candidat du FN, le Front National, parti d'extrême droite. Le PS, le Parti Socialiste, gauche modérée, mettait en lice Lionel Jospin. C'était là les trois principaux candidats. Les élections en France se déroulent en général en deux tours, au vote uninominal chacun. Au premier tour de nombreux candidats s'affrontent dont le résultat choisit les deux premiers candidats qui vont passer au deuxième tour. Le deuxième tour détermine lequel sera élu.

## Les sondages électoraux sont nécessaires

Voici donc l'argument massue pour ceux qui doutent de la nécessité des sondages électoraux. Pendant la dernière semaine avant le premier tour de ces présidentielles, où il y avait encore à l'époque un embargo sur les sondages, le mouvement suivant, entamé plusieurs semaines auparavant s'était amplifié<sup>5</sup> : lente montée du Front National ainsi que lente baisse du candidat socialiste et de celui du RPR dans les intentions de vote. Ce dernier ne courait aucun danger d'élimination au premier tout, ayant une assez forte avance (plus de 3-4 points) sur ses deux rivaux principaux. Les évolutions dans l'opinion sont toujours intéressantes à considérer, notons-le, plus que les coups de sonde des sondages, sortes d'instantané sans dynamique. C'est dans la répétabilité des conclusions, là comme ailleurs en statistique, qu'on valide des conclusions.

De précaire, la situation de Lionel Jospin du PS, était devenue critique juste avant la dernière semaine avant le premier tour, sa trajectoire pouvait croiser celle du FN. Le Front National misait tout sur la question de la sécurité publique, le RPR aussi. Pendant des mois, tous les deux ont tapé à qui mieux mieux sur ce clou, mais pas Jospin qui, lui, « volait haut pendant que les autres s'abaissaient », pour reprendre le mot de Clinton, et qu'il répétait dans ses assemblées que la question de la sécurité n'était pour lui que démagogie. En plus, le PS ne faisait pas de sondages. Jospin n'y croyant pas, il ne pouvait donc pas 'ne pas s'y attarder', selon la jolie litote de Mitterrand... Naviguer à vue la nuit dans le brouillard ?..

Tous les jours (et bien avant) de la semaine avant le premier tour, les jours d'embargo, qui sont les plus déterminants de toute campagne électorale serrée, le RPR, lui, faisait des sondages internes, question d'orienter ses interventions. Tous les partis politiques importants, donc assez en moyens pour le faire, du monde développé font cela. Il s'agit de parler pour être compris, pour ainsi dire... Locaux après les assemblées publiques des candidats, comme globaux.

Il ne faut pas oublier que pendant cette période cruciale où, à l'époque, sévissait en France l'embargo des sondages, il y a eu l'agression du « petit vieillard d'Orléans » qui alimentait le *spin* principal de tous les médias — il ne fut jamais retrouvé !<sup>6</sup>

Le soir du premier tour, Le Pen (16,86%) croisa de justesse Jospin (16,18%), avec Chirac (19,88%) toujours à trois points d'avance. Sa stratégie<sup>7</sup> avec son insistance sur la sécurité qui jouait dans la main de Le Pen avait vaincu avec peu de risque. Au deuxième tour, il remporta la victoire contre Le Pen sur un nuage avec 82,21% du vote exprimé. Quelques mois auparavant, on donnait Jospin **gagnant au deuxième tour**. Il perdit au premier !

4

<sup>5</sup> On trouvera sous ce lien les résultats des sondages (Sofres, Ipsos) à partir du mois de juin qui précède le premier tour, que nous décrivons ici. Certains ont pu voir une erreur importante de prédiction des sondages. Il n'en est rien comme le montre les graphiques (dans un sondage on s'attend, règle générale, à une erreur de  $\pm 3\%$  19 fois sur 20, et les sondages par quota pratiqués en France ont des marges d'erreurs plus grandes que pour les échantillons probabilistes). Ne pas oublier que les quelques derniers jours précédant une élection sont souvent déterminants, et que celle-ci s'est déroulée dans le noir. Et sous le choc, difficile à évaluer, de l'agression du «

<sup>6</sup> Ce qui bien sûr fait écho avec le coup, la dernière semaine de la campagne électorale, du FBI qui déclençait, contrairement aux règles de la déontologie électorale américaine, une nouvelle enquête au sujet des courriels potentiellement incriminants pour Madame Clinton, insinuations qui furent retirées l'avant-veille de l'élection. A-t-on besoin de rappeler que le site privé de courriels de Madame Clinton lui fut néfaste, elle faisait l'objet de toutes les calomnies de la part du Parti Républicain et de Trump lui-même qui menaçait de faire condamner son opposante à la prison : dans toute ses assemblées électorales « *Lock her up !* » était le cri de ralliement...

Or, le PS, en la personne de son chef, eût-il pris conscience de sa situation par des sondages internes, ou publics si l’embargo n’avait pas existé, aurait pu réagir, éventuellement corriger sa trajectoire baissante. Et ce d’ailleurs, bien avant la dernière semaine. Les sondages sont nécessaires mais pas suffisants pour une saine démocratie. On ne voit pas bien Jospin changer d’attaque toutefois... Or, c’est la population qui a le dernier mot en démocratie.

La question, en réalité, se posait en effet *avant tout* pour la population dans son ensemble, qui, elle aussi, naviguait à vue la nuit dans le brouillard. L’intérêt politique du gros de la population se manifeste essentiellement pendant les derniers jours d’une campagne électorale, c’est là que beaucoup d’indécis prennent leur décision. Combien de sympathisants de la gauche auraient changé leur vote au premier tour où ils se sont dispersés dans les diverses gauches hors PS, eussent-ils constaté sur des sondages le risque que courait *leur* candidat ... le leur au deuxième tour ? Un transfert de 0,68% du vote total provenant des diverses gauches hors le PS, (19,14% du suffrage exprimé), déplacé vers le PS aurait assuré une place à Jospin au deuxième tour. [En valeurs absolues](#), cela représente environ 204 mille votes provenant des quelque 5,6 millions de suffrages pour les diverses gauches. Soit 3,6% de leur appui. Des pinottes ! Au premier tour, on se fait plaisir, disait-on à l’époque. Le réveil fut moins plaisant pour beaucoup. Ils ont été privés de leur droit, y a-t-il un autre mot, par l’embargo imposé sur les sondages de dernière semaine. Au deuxième tour, ils allèrent voter « en se bouchant le nez ! »

[Heureusement](#), suivant un avis Conseil constitutionnel daté de 2012, dix ans plus tard, cet embargo perfide est aujourd’hui disparu.<sup>8</sup>

## Utilité des sondages en démocratie

Les sondages sont très précis... La difficulté est de prévoir les nombres de représentants des partis politiques dans les cas de représentation régionale proportionnelle, qui déterminent le parti au pouvoir. Difficulté surmultipliée dans le cas américain : le collège électoral qui détermine l’élection du Président par la majorité des représentants des États qui suivent la règle du *winner-take-all*.

C’est ainsi que les sondages électoraux sont utiles non seulement pour prévoir les résultats d’une élection, mais aussi, comme pour toute enquête, pour avoir une idée de ce que pense la population. Ils alimentent la conversation publique. *Vox populi, vox dei*. Qui pense quoi et pourquoi ? Diffuser les tenants et aboutissants de l’opinion publique doit faire partie des obligations des sondeurs. D’ailleurs c’est le cas au Québec/Canada.

Les sondages électoraux, n’en doutons pas, ne sont pas près de disparaître. Il est [vain de vouloir les interdire](#), surtout à proximité du vote où la population commence à être vraiment mobilisée, à s’impliquer dans la discussion publique. C’est aussi la conclusion du rapport du Conseil constitutionnel français auquel nous nous sommes référé plus haut. Vaut mieux les retrouver en *concurrence* sur la place publique, provenant de maisons fiables et servant à la conversation démocratique. La multiplicité des sondages, donc leur reproductibilité et l’évolution des opinions est cruciale pour leur validation, leur utilité.

5

<sup>8</sup> C’est au dernier paragraphe du [Cahier n° 34 du Conseil constitutionnel](#) auquel on réfère qu’on l’apprend. Motivé, semble-t-il, par ce qui s’est passé au premier tour de l’élection présidentielle de 2002. [Le rapport sous-jacent du Sénat français](#) (2011) va dans le même sens.

La connaissance de l'opinion publique n'est-elle pas essentielle au (bien) public ? Encore faut-il que les sondages qui l'apportent soient méthodologiquement valides. S'ils sont en concurrence c'est déjà un gage du maintien de la qualité et évite les grossières tentatives de manipulation de l'opinion. Avec ces réserves, les sondages ne sont toutefois pas suffisants au bon fonctionnement de la démocratie, c'est bien évident, mais ils sont nécessaires non seulement aux hommes publics, mais surtout aux citoyens eux-mêmes. C'est ce que le cas du premier tour des Présidentielles françaises en 2005 a montré.

Un politique authentique doit avoir d'autres qualités que d'écouter la sirène des sondages. Attention à la sidération ! Mais tenir l'oreille collée au sol est nécessaire.<sup>9</sup>

## Références

On pourra télécharger un [fichier de références](#) commentées. Qui se rapportent au [texte plus complet](#) dont celui-ci a été adapté (lié aux élections américaines 2016), et à quelques traverses du côté de l'histoire autant qu'à des considérations sur la pédagogie moderne de l'enseignement de la statistique, que prétend illustrer nos Traverses.

## Remerciements

Je tiens à remercier bien chaleureusement Jeanne Fine, professeure à la retraite de l'Université de Toulouse III, organisatrice de la Journée de printemps 2007 de la SFdS « Statistique et sondages », pour ses *inestimables* références en français sur les sondages ; Jean Goulet, vice-doyen à l'enseignement de la Faculté des sciences de l'Université de Sherbrooke, ainsi que le professeur Jean-Herman Guay de l'École de politique appliquée de la même université, pour leurs encouragements, d'excellents lecteurs éclairés.

— 16.12.27 & 17.04.13

<sup>9</sup> Les sondages défraient beaucoup la chronique en cette fin d'année 2016 et début d'année des élections françaises 2017. En ce qui concerne la France, on pourra écouter le très intéressant épisode du vendredi 16.12.16 : « [Histoire de l'écologie électorale](#) » d'une émission-phare de France-Culture « La fabrique de l'histoire » animée par Emmanuel Laurentin.